

# La République

Quotidien d'information générale - Série III n° **1322** Prix : 3.000 FC

Directeur de Publication : Jacques Famba

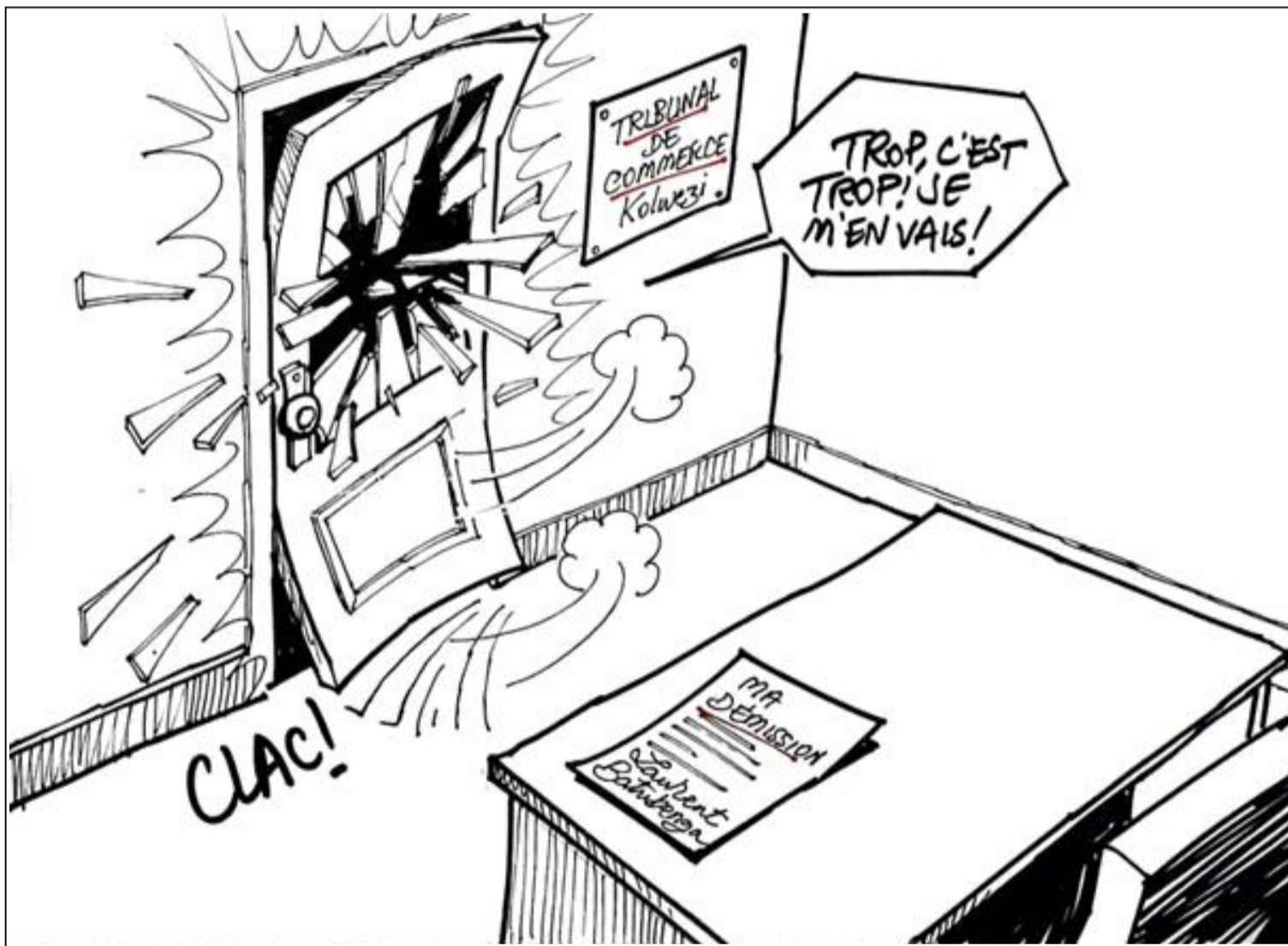
Tél. 0899311288 - 0998190510, Courriel : [larepublique@nyota.net](mailto:larepublique@nyota.net), [www.nyota.net](http://www.nyota.net)

Récépissé n° MIN/CM/LMO/053/2015

Affaire Katumbi vs Beveraggi

(Page 12)

## Le juge Batubenga démissionne !



Le sondage CAPSES

(Page 4)

**Les Congolais plébiscitent  
Moïse Katumbi**

**La Chine  
plaide pour  
l'accès sans  
restriction  
de la RDC  
au marché  
des armes**  
*(P. 4)*  
**Haut-Katanga  
Katangais -  
Kasaïens :**  
**la leçon mo-  
rale de Mgr  
Fulgence  
Muteba**  
*(P. 2)*

Kinshasa

**Plus de 100 morts  
après la pluie  
diluvienne !**

(Page 2)

**Nyota  
TV**

**Retrouvez-nous  
sur 356  
Canal+ !**

Qatar 2022

**L'Argentine bat la  
Croatie et passe en  
finale !**

(Page 11)

## Félix Tshisekedi à Washington pour prendre part au sommet USA- Africa



**La République démocratique du Congo va participer au sommet USA - Afrique prévu, ce mercredi 14 décembre 2022, à Washington DC, aux États-Unis d'Amérique.**

C'est dans ce cadre que le président de la République, Félix Tshisekedi, a fait le déplacement, depuis dimanche dernier, du pays de l'oncle Sam pour participer, avec 40 autres dirigeants africains, à ces assises qui vont s'étendre sur trois jours, renseigne la Présidence congolaise.

À en croire la même source, à travers cette rencontre, le chef de l'État entend

renforcer le plaidoyer sur la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC, afin d'obtenir des sanctions contre le Rwanda et ses alliés du M23 qui occupent une partie de la province du Nord-Kivu.

Au cours de ce sommet, note la Présidence congolaise, des rencontres bilatérales entre le président Tshisekedi et d'autres dirigeants attendus à ces travaux, sont prévues.

Pour rappel, le dernier sommet USA - Africa remonte d'il y a 8 ans, soit en 2014. Il a été organisé par l'administration Obama.

**Prince Mayiro**

## Haut-Katanga Katangais - Kasaiens : la leçon morale de Mgr Fulgence Muteba

L'archevêque métropolitain de Lubumbashi Mgr Fulgence Muteba a lancé, un message de paix et de cohabitation pacifique à toutes les communautés de la capitale du cuivre. Le prélat catholique s'est adressé particulièrement aux communautés Katangaise et Kasaienne par le truchement d'une conférence de presse animée, ce lundi 12 décembre, par Mgr Emmanuel Mumba, vicaire chargé des œuvres à l'archidiocèse de Lubumbashi (Haut-Katanga).

Dans son message intitulé : « Heureux les artisans de la paix », l'archevêque métropolitain de Lubumbashi, par la voix de Mgr Emmanuel Mumba, a constaté que la paix est menacée dans le chef-lieu de la province du Haut-Katanga.

Le prélat catholique a fait allusion aux affrontements survenus, il y a quelques jours, entre les jeunes des partis politiques UNAFEC et ceux de l'UDPS.

Ces affrontements ont fait couler le sang et troublé l'ordre public.

Il a aussi évoqué les cas de crimes crapuleux et l'insécurité grandissante que connaît la ville de Lubumbashi.

Pour monseigneur Fulgence Muteba, « les discours de haine souvent enrobés de vulgaires insultes ou des propos incendiaires inondent les réseaux sociaux ».

« Les conflits ne contribuent point à édifier une société où il fait beau vivre et où le développement tant souhaité au Katanga est possible. En revanche, ils polluent inutilement l'atmosphère sociale, suscitent la haine, brisent le cœur, retardent le progrès et pire encore, n'attirent pas les investisseurs », a indiqué l'archevêque métropolitain de Lubumbashi dans son message.

Il a exhorté les uns et les autres particulièrement les membres des communa-



tés katangaise et kasaienne à vivre ensemble car ce sont tous des frères.

Pour cela, Mgr Fulgence Muteba, par la bouche de Mgr Emmanuel Mumba est catégorique :

« Je condamne avec fermeté les assassinats infâmes commis ces derniers temps dans notre province et autres formes de violations des droits humains ainsi que la montée de la violence. De même je condamne vigoureusement l'expansion de la haine ethnique, principalement entre les populations d'origine katangaise et celles d'origine kasaienne ».

Il a aussi invité les uns et les autres à abandonner définitivement la voie de la violence et à rejeter la haine. Avant de conclure que « le vivre ensemble est un chemin qui s'impose à tous ». « Travaillons plutôt à promouvoir honnêtement le « vivre ensemble » et engageons-nous à en respecter les exigences. Exhortation finale Frères et sœurs, 16. Dans l'attente de la venue du Fils de Dieu, Prince de la paix, que nous allons célébrer dans quelques jours en la solennité de Noël, nous devons tous nous convertir. Aussi je vous invite à œuvrer activement pour cette paix dont notre société a tant besoin. Tout naturellement, cela suppose que nous abandonnions définitivement la voie de la violence et rejetions la haine, œuvres du prince des ténèbres. Le « vivre ensemble » est un chemin qui s'impose à nous tous », a-t-il conclu.

## Kinshasa

# Plus de 100 morts après la pluie diluvienne !

**Les dégâts étaient prévisibles au regard de la forte pluie qui s'est abattue la nuit du lundi 12 au mardi 13 décembre 2022. A la suite de cette pluie, une érosion béante s'est créée coupant la route nationale numéro 1 (RN1), appelée communément route de Matadi, en deux, entre les arêts Matadi Kibala et en Vrac.**

Donc pas moyen pour les véhicules qui viennent du Kongo Central d'atteindre Matadi Kibala, et vice-versa pour les véhicules qui viennent de Kinshasa d'atteindre Mitendi depuis la matinée de ce mardi 13 décembre.

Selon radio Top Congo, c'est près de 100 morts recensés dans la capitale, selon un bilan provisoire. Le décompte fait au moins 38 morts dans la commune de Ngaliema, «il y a 16 morts au quartier Pigeon, 9 au quartier Kongo où tout a été fait pour que ces corps soient acheminés à la morgue, 1 mort au quartier Bumba, 9 à Djelo-Binza, 3 morts au Camp Munganga», selon le bourgmestre Dieumerici Mayibazilwanga.

«La ronde n'est pas encore complet, il peut déjà avoisiner 40 morts», précise-t-il.

Les constructions anarchiques



sont les responsables de ces dégâts selon le bourgmestre, «les gens construisent même là où on n'a pas encore donné d'autorisations de bâtir. Ils font des constructions anarchiques. Ils n'ont aucun document. On les chasse, mais ils reviennent toujours», déplore le bourgmestre de Ngaliema, dénonçant «le manque de canalisation».

### Plus de morts 30 morts à Mont-Ngafula

Dans la commune de Ngaliema, le bilan est revu à la hausse, «nous sommes au-delà de 30 morts», annonce le bourgmestre.

Qui parle de «2 à Kimwenzagare, 4 à Matadi Mayo vers cité Pumbu, 11 à Matadi Kibala, 11 à Sans fils et 4 vers Musango, 7 dans un autre quartier. Le corps d'un bébé a aussi été retrouvé sous les décom-

bres».

Pour Alidor Tshibanda, «les découvertes d'autres corps pourront être faites parce que les recherches se poursuivent».

### 5 membres d'une même famille meurent électrocutés

Dans la commune de Kintambo, la bourgmestre Fatou Inona parle de 5 morts, tous membres d'une même famille électrocutés au quartier Kilimani, 4 également dans la commune de Bandalungwa où la rivière Makelele est sortie de son lit, rendant impraticable l'avenue Kasavubu à hauteur de 8 décembre aux niveaux bouchés avec beaucoup stagnantes.

Augustin Makensi, bourgmestre de la commune de Selembao fait état d'une «triste nouvelle avec 12 morts. 10 corps sont en train d'être acheminés à la morgue de l'hôpital

de référence de Kinshasa (ex-Mama Yemo) et 2 corps en train d'être récupérés des décombres. Ce sont des morts des quartiers Badiadingi, Kifoy et Cité verte où des murs des maisons se sont écoulés. 25 blessés sont pris en charge dans différents hôpitaux»

À Limete, le bourgmestre Douglas Nkulu déplore «3 morts sur l'avenue Sankuru au quartier Mateba, tous membres d'une même famille. Plusieurs maisons se sont écroulées à Kingabwa. Aucun quartier n'est épargné à Limete».

La commune de Gombe n'est pas épargnée, si les morts ne sont pas encore enregistrés, «la rivière Gombe a débordé, inondant le quartier Socimat et l'Institut Français et l'école Belge ainsi que le boule du 30», selon le bourgmestre Fabrice Ngoy.

La station de la Société nationale d'électricité nationale (SNEL) du district de FUNA est aussi inondée, avec risque que la desserte en électricité soit sérieusement perturbée.

Pour l'instant, le gouverneur Gentiny Ngobila est sur le terrain faisant la ronde de différentes communes touchées après la pluie tombée cette nuit dans la ville de Kinshasa. À la fin de sa tournée, il pourra annoncer un bilan officiel.

Nord-Kivu

# Le M23, les FARDC, la MONUSCO, l'EAC et le mécanisme conjoint de vérification se sont réunis à Kibumba

Une rencontre a réuni, d'une part, les rebelles du M23 et, de l'autre, des représentants de l'armée congolaise, de la MONUSCO, ceux de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) ainsi que du Mécanisme conjoint de vérification.

Ces échanges ont eu lieu le lundi 12 décembre dernier à Kibumba, cité située à une vingtaine de kilomètres de la ville de Goma (Nord-Kivu) et ont été co-animés par le général Jeff Nyagah, commandant de la force sous-régionale ainsi que le colonel Nzenze Imani du M23.

Les autorités congolaises ne sont pas encore prononcées sur la question mais les rebelles du M23 ainsi que nombreuses autres sources confirment l'information.

«La Direction du Mouvement du M23 salue les efforts des dirigeants régionaux pour résoudre pacifiquement le conflit en cours en RDC. Elle informe ainsi la Communauté nationale et

internationale ce qui suit : le lundi 12 décembre, le M23 a accueilli à Kibumba, les délégués de : mécanisme de vérification ad-hoc-Monusco, EJVM-EACRF-FATDC», lit-on dans un communiqué du M23 parvenu à 7SUR7.CD ce mardi 13 décembre.

En même temps, la rébellion dit attendre la tenue de la prochaine réunion. Déjà, cette première rencontre a lieu alors que depuis la prise de Bunagana il y a exactement 6 mois ce mardi 13 décembre, le gouvernement congolais a exclu toute possibilité de négocier avec le M23 qu'il considère comme terroriste.

Il y a peu, en marge des pourparlers qui se sont tenus à Nairobi, au Kenya, la rébellion n'a pas été de la partie au côté d'autres milices congolaises. Kinshasa a toujours considéré le M23 comme un groupe armé rwandais, raison principale des tensions entre les 2 États aujourd'hui.

Isaac Kisatiro, à Butembo

Butembo

# Accrochage entre l'armée et des Mai-Mai lors d'une opération de bouclage



Quelques tirs ont à nouveau été entendus le soir du lundi 12 décembre dans la partie nord de la ville de Butembo (Nord-Kivu).

Les Forces armées de la RDC auraient fait face à un groupe d'individus assimilés aux miliciens Mai-Mai, rapportent des sources.

L'armée poursuivait en effet l'opération de bouclage lancée il y a plus d'une semaine dans certains coins des communes Vulamba et Bulengera, en vue de rechercher des collaborateurs des groupes armés et

ceux qui détiendraient illégalement des armes, ont fait savoir nos sources.

Cette opération de bouclage a été lancée au regard de la détérioration de la situation sécuritaire à Butembo, caractérisée par des attaques contre des paisibles citoyens et contre les forces de défense et de sécurité.

Aucun bilan de ces accrochages n'a été enregistré, indiquent les mêmes sources. Un calme s'observe dans cette partie nord de la ville depuis la matinée ce mardi 13 décembre.

Toutes les tentatives pour avoir la version de l'armée n'ont pas abouti.

Ouganda

# Onze rebelles ADF tués lors de l'attaque de la localité de Bweramure

Dans la foulée de l'offensive des forces conjointes FARDC et UPDF contre les rebelles des ADF, ces derniers en fuite vers Boga en Ituri, ont attaqué ce mardi 13 décembre, la localité de Bweramure dans le district Ougandais de Ntoroko.

Un groupe d'hommes armés identifiés comme rebelles des ADF en provenance de la forêt de Beu dans la région de Boga a traversé ce mardi matin la rivière Semuliki sur des embarcations pour attaquer la localité de Bweramure.

Des sources militaires ougandaises rapportent que ces rebelles ont ouvert le feu sur les positions de l'armée ougandaise ainsi que sur des civils. Ces militaires ougandais ont riposté et de violents combats ont éclaté.



Le porte-parole de l'armée ougandaise cité par des sources militaires de la RDC, révèle que onze rebelles ADF ont été tués et huit autres capturés et dix armes lourdes de type SMJ et un PKM (Mitrailleuse Kalachnikov) récupérées à l'issue des combats.

Selon des sources militaires ougandaises, un soldat est mort au cours de cette attaque.

La société civile de Boga en Ituri confirme la mort de deux civils réfugiés congolais et un autre blessé pendant les affrontements.

Cette attaque des ADF est intervenue après le démantèlement de leur campement à Beu dans la région de Boga au sud du territoire d'Irumu par les forces conjointes FARDC-UPDF et où ils ont perdu environ trente hommes.

Conseil de sécurité

# La RDC insiste sur le reconditionnement de la MONUSCO



Le vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères Christophe Lutundula, a insisté, lors de son intervention vendredi au Conseil de Sécurité de l'ONU, sur le reconditionnement de la mission onusienne en RDC.

« Il est impératif, pour le gouvernement congolais, de reconditionner la MONUSCO et

de supprimer toutes entraves au renforcement des capacités des FARDC. Aussi l'enjeu majeur de la présente session du Conseil de sécurité réside-t-il dans sa capacité d'apporter des réponses adéquates et efficaces à ces deux exigences fondamentales s'il veut réellement mettre fin aux activités des groupes terroristes au Congo et restaurer une paix durable dans la région de Grands Lacs », a déclaré Christophe Lutundula.

« Le Conseil de sécurité ferait œuvre utile de prendre en compte dans ses délibérations des priorités ci-après : l'interpellation forte des Congolais qui estiment, à bon droit et au vu des résultats sur le terrain, que globalement 23 ans après, l'intervention de l'ONU par la MONUC devenue MONUSCO n'a pas rencontré leurs attentes et sa poursuite sous ce mode opératoire ne se justifie plus », a notamment expliqué le chef de la diplomatie congolaise. Sur ce point précis, Lutundula a dit, au nom du Président de la République et du gouvernement congolais,

qu'« il n'y a ni crise ni volonté quelconque de rupture entre la RDC et l'ONU. Le souci commun de la RDC est d'améliorer la collaboration et la crédibilité des Nations Unies dans la gestion délicate de cette crise fort complexe ». « Il ne convient pas, en effet, que l'attitude du Conseil soit interprétée comme du mépris ou du défi au peuple congolais, ce qui ne rendra service à personne », a-t-il insisté. Le vice-Premier ministre a demandé au Conseil de Sécurité de tenir compte de l'aveu sincère de l'impuissance de la MONUSCO de neutraliser le mouvement terroriste du M23, « plus armé qu'elle », selon le Secrétaire général de l'ONU lui-même, sa plus haute autorité politico-administrative.

## Ambiguïté du mandat de la MONUSCO

« La RDC attend de cette session la clarification par le Conseil de sécurité du mandat de la MONUSCO dans le contexte actuel. Il y a comme une sorte d'ambiguïté qui couvre le

mandat de la MONUSCO », a fait remarquer Christophe Lutundula. « S'agit-il d'une Force de maintien de la paix, « Peacekeeping » ou de celle d'imposition de la paix « Peacemaking » ou les deux à la fois ? » s'est-il interrogé en outre.

Cette clarification permettra, selon le vice-Premier ministre, « de redimensionner les attentes vis-à-vis de la MONUSCO, de mieux circonscrire son champ d'action et d'éviter des malentendus et des procès d'intention sur le glissement de son mandat vers une mission politique spéciale perçue comme une velléité de l'ériger en pôle de gouvernance parallèle au Gouvernement de la République ».

Christophe Lutundula a enfin, souligné que la préférence de la RDC est de voir la MONUSCO concourir à l'imposition de la paix, aux côtés des FARDC et de la Force régionale de la CAE. « Le maintien de la paix suppose qu'elle est préalablement rétablie ; ce qui n'est pas encore le cas dans l'Est du pays », a fait savoir le chef de la diplomatie congolaise.

# La Chine plaide pour l'accès sans restriction de la RDC au marché des armes

La République populaire de Chine s'est prononcée, le lundi 12 décembre, pour la levée totale de l'embargo sur les armes imposé à son partenaire, la République démocratique du Congo (RDC), lui permettant ainsi d'accéder aux marchés des armes.

D'après le représentant permanent adjoint de la Chine auprès des Nations Unies, Geng Shuang, lors de la réunion du Conseil de sécurité des Nations Unies (ONU) sur la situation générale en RDC, la Chine, comme d'autres pays, préconise la suppression pure et simple de cet embargo, de façon à permettre à la RDC d'accéder librement au marché des armes sans aucune restriction.



Dénonçant l'impact négatif de l'embargo sur les armes du Conseil de sécurité sur les capacités sécuritaires des autorités congolaises, Geng Shuang a fait falloir la nécessité pour la RDC d'accéder au marché car ses ennemis s'avèrent plus sophistiqués en armes que même la MONUSCO.

« La Chine s'est fondée

sur les multiples informations confirmant la possession, notamment par le M23, des armes plus sophistiquées que les forces de sécurité de la RDC et même plus que celles de la Monusco, selon le double aveu de la cheffe de la Mission onusienne, Keita Bintou, et du secrétaire général de l'Onu, Antonio Guterres », a-t-il dénoncé.

Depuis le 08 décembre, le Conseil de sécurité de l'Organisation de l'ONU est en réunion sur la situation générale de la RDC. L'objectif de ces assises est le renouvellement du mandat de la MONUSCO tel que prévu dans la Résolution 2612 (2021), adoptée lors de sa 8936<sup>ème</sup> réunion du 20 décembre 2021.

Prenant part à cette réunion, le ministre congolais des Affaires étrangères, Christophe Lutundula, fustige cet embargo imposé à son pays en le qualifiant de l'« injustice flagrante, assimilable à un soutien aux ennemis de la RDC ».

**Odon Bakumba/ politico.cd**

## Sous pression des FARDC-UPDF

### Les ADF traversent Semuliki et opèrent en Ouganda

D'intenses affrontements en armes opposent, ce mardi 13 décembre 2022, l'armée ougandaise (UPDF) et les terroristes d'Allied



Democratique Force (ADF), à Ntoroko, un district situé à la frontière entre la République Démocratique du Congo et l'Ouganda, renseignement des sources sécuritaires à POLITICO.CD

à les en croire, une colonne des combattants ADF a traversé la nuit dernière la rivière Semuliki, où se déroule actuellement les opérations conjointes d'envergure FARDC-UPDF, dans la région de Beni, au Nord-Kivu. Ces terroristes ont opéré en tuant des civils ougandais dans la localité de Kyanja, en district Ntoroko, en Ouganda. Une incursion ayant forcé de centaines de population à fuir vers les districts voisins notamment à Fort Portal.

De son côté, l'armée ougandaise confirme l'incursion des ADF, ce mardi, sur son sol. Dans un tweet, le porte-parole des UPDF parle d'au moins 20 à 30 combattants qui auraient traversé la rivière Semuliki. Il ajoute que les combats sont en cours et l'ennemi est entrain d'être mis en déroute.

« On estime que 20 à 30 combattants des ADF ont traversé la nuit dernière la rivière Semuliki vers Kyanja dans le district de Ntoroko. Nos services de renseignement en ont eu vent et ils ont été interceptés. Un combat est en cours pour

traiter de manière décisive avec le groupe. 11 d'entre eux ont été mis hors de combat. Plus de détails seront disponibles », écrit le Speaker UPDF.

Selon la même source, jusqu'à présent au village de Kyapa, notamment vers Bweramure, en District de Ntoroko est toujours sous affrontements. Au moins 8 terroristes ADF sont arrêtés dans cette région et au moins 10 armes mitrailleuses sont récupérées des mains de l'ennemi.

« Côté ennemi. 11 POA ».

08 Capturé vivants. 10 Smgs Chargés de l'Ennemi. 01 PK Chargé à partir de l'ADF. Propre côté : 01 KIA. L'opération est en cours », ajoute l'armée ougandaise, dans un langage purement militaire.

Plusieurs habitants de Ntoroko, dont la majorité des enfants et des femmes, courent pour trouver refuge dans les zones de Kibuuku, en district de Fort Portal, en Ouganda.

Lundi, dans le cadre des opérations Shujaa, menée conjointement entre les FARDC et les UPDF, l'armée congolaise a annoncé avoir détruit un campement des terroristes ADF et l'un de leurs commandants a été neutralisé sur la route Kasindi – Butembo. Il a été abattu alors qu'il revenait de la vallée de Mwalika, située dans la région de Beni, où ces terroristes y sont actifs depuis plus d'une décennie.

**Serge Sindani/politico.cd**

## Le sondage CAPSES

### Les Congolais plébiscitent M. Katumbi

Cet article fait suite à l'article publié par le CAPSES le 28 novembre 2022 et se focalise sur les intentions de votes ainsi que les taux d'approbation des animateurs/organes de l'exécutif national par 1233 répondants à l'enquête du CAPSES réalisée au moins de septembre, en République Démocratique du Congo (RDC).

Les positions fortes suivantes (ressortent) sont exprimées : a) Mr. Moïse Katumbi mène le peloton des potentiels candidats aux élections présidentielles de 2023 avec 33,41%, suivi de l'actuel président Mr. Felix Tshisekedi avec 24,57%, M. Fayulu avec 9,08%, J. Kabila avec 6,49%, et A. Matata avec 5,92%. b) La majorité des répondants (58,72%) n'a pas confiance en la barque sous le commandement de Mr. Denis Kadima dans sa capacité d'organiser des élections libres, inclusives, transparentes et crédibles. c) Un manque de confiance en quelques animateurs/organes clés que sont : la CENI, la Présidence, le Gouvernement et l'IGF. En dépit du fait que le travail fourni par l'IGF soit approuvé par 44,77% des répondants, Mr Denis Kadima, le Président de la République et le gouvernement ont respectivement des taux d'approbation de 28,08%, 27,74% et 21,82%. Ces trois derniers ont une désapprobation de plus de 70%. Quelle personnalité les Congolais pensent être porteuse de changement pour le mieux ? En décembre 2023, les Congolais iront aux urnes choisir entre autres le président de la République. La liste des potentiels candidats est longue et pour convaincre les électeurs, les partis politiques et leurs représentants affutent leurs armes. Figure 1 – Si les élections ont lieu le dimanche prochain pour qui voteriez-vous ? Ces votants, ont selon l'enquête du CAPSES susmentionnée, une appréciation différente du président actuel et du potentiel remplaçant s'ils avaient à choisir dans l'immédiat. i) Intentions de votes En ce qui concerne les intentions de votes, Mr. Moïse Katumbi vient en tête avec 33,41% des voix suivi de Mr. Felix Tshisekedi avec 24,57%, Mr. Martin Fayulu (9,08%), Mr. Joseph Kabila (6,49%), et Mr. Augustin Matata (5,92%) pour ne citer que les plus populaires des candidats (Figure 1). ii) Potentiel des candidats en mesure de répondre aux priorités des Congolais Quant à la question de savoir quel potentiel candidat est en mesure de répondre à leurs priorités, les interviewés placent Mr. Moïse Katumbi en tête avec 33,74%.

Rappelons que les priorités des répondants sont (voir article No2 du CAPSES paru le 28 novembre 2022) : l'éducation (72,81%), la santé (68,99%) et la sécurité (66,64%). iii) Crédibilité des potentiels candidats Les répondants ont aussi jugé de la crédibilité des potentiels candidats. Ils ont placé Mr. Moïse Katumbi en tête avec 34,55%, suivi de Mr. Felix Tshisekedi avec 23,28%, Mr. Martin Fayulu (8,34%), Mr. Joseph Kabila (6,49%) et Mr. Augustin Matata (6,16%) (Figure 3). En ce qui concerne le taux d'approbation des partis politiques, Ensemble pour la République mène

le peloton avec 31,79%, suivi de l'UDPS avec 23,63%, ECIDE (8,60%), PPRD (6,89%), LGD (4,46%), MLC (4,22%) et UNC (3,81%)

Parmi les candidats ci-après, lequel serait capable d'atteindre les priorités ci-haut citées ? Que pensent les Congolais de quelques animateurs/organes de l'exécutif national ? Les résultats de l'enquête menée par le CAPSES révèlent que la population approuve plus le travail effectué par l'Inspection Générale des Finances (IGF) que d'autres animateurs/organes de l'exécutif (Président de la République, Gouvernement et le président de la CENI)

Parmi les candidats ci-après, lequel vous paraît plus crédible ? Des participants à l'enquête du CAPSES, il ressort que la corruption est un terrain encore difficile à défricher. — Le travail fourni par l'IGF est approuvé par 44,77% des répondants; ceci probablement reflétant la priorisation de la lutte contre la corruption. — Mr Denis Kadima, le Président de la République et le gouvernement ont respectivement des taux d'approbation de 28,08%, 27,74% et 21,82% (Figure 6). Ces trois derniers ont une désapprobation de plus de 70%. — Une analyse approfondie montre une disparité entre les provinces du pays. C'est dans ce contexte que se préparent les élections de 2023 en RDC. Figure 4 – Parmi les partis politiques ci-après, pour lequel avez-vous une opinion favorable ? Une commission électorale à l'épreuve Les enquêtes ont foi en l'avenir car les élections changeraient leurs conditions de vie. En revanche, 58,72% des répondants n'ont pas confiance en la barque sous le commandement de Mr. Denis Kadima dans sa capacité d'organiser des élections libres, inclusives, transparentes et crédibles. Les données par province révèlent deux extrêmes : Kinshasa (77,71%) et l'ancienne province de Kasai Occidental (23,40%). Un article de CAPSES publié le 28 novembre 2022 avait révélé que dans toutes les provinces, plus de 50% des répondants pensent que la tenue des élections améliorerait leurs situations socio-économiques à l'exception de Kinshasa où 56% pensent le contraire.

Avez-vous confiance dans la capacité de la CENI à organiser des élections libres, transparentes et crédibles ?

Cependant, les attentes concernant les futures élections sont plus élevées dans le Nord-Kivu que dans les autres provinces, probablement, en raison de la situation sécuritaire qui y prévaut. Figure 6 – taux d'approbation de quelques animateurs/organes de l'exécutif national Par ailleurs, même les répondants les plus pessimistes quant à la tenue des élections de 2023 sont prêts à y participer. A paraître dans nos prochaines publications Nous comptons réaliser une enquête pour observer l'évolution des opinions des Congolais en utilisant un échantillonnage qui tient compte du nombre d'électeurs attendus dans chacune des 26 provinces de la RDC, tel que publié par la CENI au Mois de novembre 2022.

Tourisme**La 2ème édition congolaise a clos ses travaux**

La République démocratique du Congo demeure un vaste chantier où tout le monde peut trouver son compte en investissant, a révélé samedi à la clôture de la semaine du tourisme, le ministre de tutelle, Modero Nsimba Matondo. « Nous nous sommes rassemblés à l'occasion de la deuxième édition de la semaine du tourisme pour réfléchir sur le thème: « Repenser le Tourisme » oui, le secteur du tourisme en RDC demeure un chantier où nous pouvons investir dans le secteur d'hôtellerie, d'agence de voyage, des constructions d'aménagement et valorisation des sites et l'organisation événementiel, dans la promotion des visibles sites touristiques naturels, historiques, culturels », a déclaré le ministre Modero Nsimba.

« La deuxième édition de la semaine congolaise du tourisme se clôture avec satisfaction et sera comptée parmi les actions réussies de son ministère », a dit le ministre Modero Nsimba, précisant que 400 participants ont été éduqués sur le thème relatif au tourisme investissement et assurance ainsi qu'au tourisme changement climatique, au tourisme et secteur privé l'entrepreneuriat des jeunes.

Selon le ministre, les échanges fructueux ont prouvé que l'industrie touristique de la RDC va dans l'avenir proche, être un catalyseur d'accélération et de multipli-

tion d'investissements.

« En marge du forum, une large gamme des produits touristiques des institutions publiques, des entreprises privées et des organisations touristiques de la société civile, ont été exposés dans plusieurs stands où le taux de fréquentation a été évalué à 93% », a dit le ministre Modero.

Modero Nsimba a promis de faire parvenir les remarquables et recommandations au niveau du gouvernement notamment la popularisation du tourisme enfin de donner un élan de création du marché local du tourisme domestique.

Le directeur général de l'Agence nationale pour la promotion des investissements de la République démocratique du Congo (ANAPI), M Anthony Nkinzo Kamole a invité les opérateurs économiques tant nationaux qu'internationaux à investir dans le tourisme en RDC. Il a fait remarquer que le taux d'investissement dans ce secteur est très faible par rapport aux autres.

« L'enjeu de faire croître le revenu dans l'éducation et l'information est très importante dans la promotion du tourisme. Il faudra promouvoir l'éducation touristique en donnant aux jeunes les notions ainsi que l'apprentissage. Il faudra sécuriser les touristes qui viendront investir en RDC par le texte de base, avoir une connectivité des provinces par la création des infrastructures et la révision de la taille des investissements », a dit M Anthony.

Il a également expliqué aux participants à ce forum notamment, le rôle de son institution, laquelle a pour mission d'œuvrer à l'amélioration du climat des affaires, de promouvoir les investissements publics et privés en République Démocratique du Congo, de recevoir et d'analyser les projets d'investissement à agréer dans le cadre du Code des investissements ainsi que les projets d'investissements.

ACP

**Festivités de fin d'année  
Les entrepôts de Kinshasa bien achalandés**

Les stocks des produits alimentaires de première nécessité pour couvrir les besoins de la population pendant les festivités de fin d'années 2022 ainsi que la période de 4 à 5 mois de l'année 2023 sont disponibles dans les différents entrepôts de la ville de Kinshasa, a affirmé, samedi, Nicolas Kazadi Kadima Nzuji, ministre a.i. de l'Economie nationale.



« Avec 80.000 tonnes de riz provenant de la Thaïlande, de l'Inde et de la Chine et plus de 30.000 tonnes de vivres frais dont 10.000 des poissons chinchards, 10.000 des poulets et 10.000 des produits divers, le stock disponible dans cet entrepôt est capable d'assurer la couverture de toutes les festivités de fin d'année ainsi que la période de 4 à 5 mois de l'année 2023 », a fait savoir le ministre a.i. de l'Economie nationale.

Accompagné du secrétaire général à l'Economie nationale, Célestin Twite et de quelques membres de son cabinet, le ministre Kazadi a visité successivement la société Socimex située dans la commune de Limete, où il s'est rassuré de la disponibilité d'un Stock de plus de 1.200.000 sacs de riz et de plus de 50.000 cartons de poulets et divers produits pouvant tenir jusqu'au 20 janvier de l'année prochaine.

Dans les installations de PALMCO, une entreprise spécialisée dans la raffinerie de l'huile de palme, il a palpé du doigt le stock disponible de divers produits à base d'huile de palme. Cette société constitue une spécialité exclusivement congolaise car, il n'y a aucun litre de cette production qui soit importée. Il s'y trouve notamment 50.000 tonnes à 70.000 tonnes d'huile de palme brute venue du Congo

profond.

« Avec une capacité de production de plus de 300 tonnes d'huile par jour, cette raffinerie à 100% congolaise se bat malgré l'absence d'une filière organisée surtout en termes d'achat d'arachides pour obtenir 30 tonnes auprès des producteurs locaux alors que la demande mensuelle s'élève à 100 tonnes », a-t-il dit.

« Il n'y a donc aucune raison pouvant justifier des spéculations des prix, au regard de la tendance économique à l'échelle internationale », a-t-il ajouté, avant d'insister sur la nécessité d'accroître la production locale.

Le gouvernement congolais, à travers le ministre de l'Economie nationale, avait promis en novembre dernier, d'effectuer une descente sur le terrain afin de se rendre compte du stock disponible dans les entrepôts pour éviter une quelconque carence en produits alimentaires de première nécessité, avant, pendant et après les fêtes.

Toutefois, le gouvernement avait engagé un bras de fer avec les opérateurs économiques du secteur des produits surgelés en ce qui concerne l'application de la vérité des prix sur le marché.

Lutte contre la corruption**L'économie financière enseignée à 50 femmes**

Cinquante (50) femmes membres des différentes structures féminines ont été formées sur l'éducation financière et la création d'emplois, au cours d'un atelier organisé le weekend à Kinshasa, renseigne lundi de Mme Marie-France Ndonga Miezy, secrétaire exécutive de la Fondation Ismaël Franck Bukasa (ISFRAB).

« Cet atelier d'un jour vise à outiller les femmes, parmi lesquelles les veuves, les filles-mères et femmes seules, à mieux générer et gérer ses finances afin de devenir entrepreneur pour lutter contre la dépendance au sein de cette catégorie des personnes », a déclaré la secrétaire exécutive de l'ISFRAB, organisatrice de ces assises.

Elle a précisé que cette catégorie des personnes, considérées comme moindres, est capable de sauver des vies sous leurs responsabilités par la création d'emplois, la fabrication et la commercialisation des produits manufacturés au lieu de se fier à des actes d'immoralité.

« Un bon entrepreneur doit avoir une éducation financière stable et savoir établir une différence entre les dépenses importantes, celles d'épargne, de loisirs et fausse dé-



penses importantes », a martelé pour sa part, l'Ir. Jérémie Landa, responsable de l'Ecole d'entrepreneurs d'Afrique et principal intervenant dans ces assises qui a exposé sur le thème « L'indépendance financière, comment générer et gérer l'argent ».

« La femme congolaise doit répondre positivement à l'appel du Président de la République, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, qui tient à rendre tout Congolais riche par la valorisation de l'entrepreneuriat et la création des entreprises par les fils et filles du pays », a-t-il poursuivi.

L'objectif est d'accompagner les femmes à mettre en place leurs propres initiatives et leur insuffler l'esprit entrepreneurial en vue de la création des activités génératrices des revenus en vue de lutter contre la pauvreté, le chômage et l'oïveté.

Pour sa part, Mme Glodie Bolebe, initiatrice de l'ONG Cœur d'une mère, a ajouté que l'objectif principal de ces assises est de renforcer les capacités des participantes en approfondissant les connaissances, ainsi que les compétences nécessaires pour faire les métiers de leurs choix en vue de dépasser cette posture de vulnérabilité.

« Pour les filles-mères en particulier, cette formation va les aider à préparer une vie meilleure et plus sûre, une scolarité solide pour leurs enfants et se sentir responsables d'une entreprise en lieu et place d'être demandeur d'emploi », a martelé Mme Bolebe.

Satisfaction et vœu des participantes

Pour leur part, les participan-

tes à ces assises se sont déclarées satisfaites à l'issue de la formation qui, selon elles, constitue une clé de démarrage d'une nouvelle vie, avant d'émettre le vœu de voir pareilles assises être pérennisées.

« Nous exprimons notre gratitude aux organisateurs de ces assises qui nous ont appris à pêcher au lieu de nous donner du poisson et en appelons à la pérennisation des pareilles sessions de formation à l'intention de toutes les femmes pour le besoin de la cause », ont-elles laissé entendre.

Les 50 femmes présentes ont été également formées dans la fabrication de savon, des détergents, des produits ménagers ainsi que dans la pâtisserie.

Pour joindre l'utile à l'agréable, elles ont effectué quelques pratiques des théories apprises avant de recevoir des brevets de participation.

Organisée par l'ISFRAB en collaboration avec l'Ecole des entrepreneurs d'Afrique, l'Association solidaire « Batoto ya Congo » et l'ONG « Cœur d'une mère », cette formation a réuni les femmes venues de différentes communes de la ville de Kinshasa.

ACP

## Beni

## Les conducteurs de motos-taxi dénoncent l'insécurité créée par les groupes armés

Les conducteurs de motos taxi dans la partie grand-nord de la province du Nord-Kivu, ont déploré l'insécurité occasionnée par des hommes armés, la présence de plusieurs barrières illégales sur tous les axes où ils sont rançonnés par des militaires ainsi que par certains services de l'Etat. Ils dénoncent aussi les tracasseries auxquelles ils font face au quotidien, les arrestations arbitraires sous prétexte que certains conducteurs seraient membres des milices.

Ils l'ont fait remarquer lors d'une assemblée annuelle évaluative tenue le dimanche 11 décembre à Beni.

Plus de 150 présidents issus de différentes corporations de conducteurs de motos-taxi venus de tout le grand Nord-Kivu ont relevé plusieurs difficultés qui impactent négativement leur métier.

Face à ces défis énormes, ils demandent au gouvernement de « prendre ses responsabilités pour que ce métier soit rentable » a déclaré, le secrétaire du réseau



de taximen du Congo, Gérôme Malule Kasereka :

« Face à toute ces difficultés que nous sommes en train de traverser dans le secteur du transport, nous recommandons aux autorités ce qui suit : d'interdire à tout service non autorisé d'ériger des barrières physiques et non physiques notamment des militaires à côté de leur camp pour rançonner nos membres et d'autres services comme Transcom sur les routes de desserte agricole et d'autres encore. De cesser de confondre tout taximan avec un élément Mai-Mai alors que l'Etat connaît bien les lieux où ils sont situés ».

Gérôme Malule demande également la libération « sans condition ni délais de tout taximan avec son engin accusé arbitrairement et sans fondement dans tel ou tel cas n'ayant pas de preuve tangible ».

Par ailleurs, il recommande aux taximen d'assurer leur auto-sécurisation avant d'être sécurisés et ainsi savoir qui ils transportent et ce qu'ils transportent.

## Sud-Kivu

## Le BCNDH initie le "dialogue entre juges" pour lutter contre l'impunité

Le Bureau conjoint des Nations-Unies aux droits de l'homme (BCNDH) de la MONUSCO au Sud-Kivu a appuyé le lancement ce lundi 12 décembre à Bukavu, d'un « dialogue entre juges » centré sur le pouvoir judiciaire face aux défis de la lutte contre l'impunité dans un environnement de conflits armés.

Cet atelier dialogue des juges et magistrats organisé par la cour d'appel du Sud-Kivu avec l'appui du BCNUDH, vise à faciliter le dialogue entre les magistrats civils et militaires afin d'aplanir les divergences et adopter des recommandations pour améliorer le service judiciaire rendu aux justiciables dans le respect et la protection des droits de l'homme.

« A l'Est de la RDC, y a beaucoup de conflits armés qui engendrent beaucoup de victimes. Quelquefois, lorsque ces exactions sont commises, on ne sait pas atteindre les auteurs. Ces auteurs restent impunis, parfois ils changent de milieu.

C'est tous ces défis-là autour desquels nous devons réfléchir pour voir à la longue qu'est-ce qu'on doit faire », a déclaré le président à la cour d'appel du Sud-Kivu, Antoine Kanku Kingombe.

Ce dialogue entre juges est un espace de débats juridiques pour aussi renforcer la protection des droits de l'homme.

« C'est un cadre de débats et d'échanges pour tous les acteurs de la scène juridique parce que nous avons constaté que la justice a beaucoup été décriée par la population. C'est pourquoi nous avons mis ce cadre en place pour que nous puissions nous regarder en face et nous dire des vérités sur ce qui va et ne va pas », a poursuivi le président de la cour d'appel du Sud-Kivu.

Cette activité de deux jours, organisée par le BCNUDH, va s'étendre sur l'ensemble de la RDC, à en croire ses responsables.

## Maniema

## Marche de la société civile de Punia contre les nominations dans la territoriale

La synergie des sociétés civiles du territoire de Punia (Maniema), a entrepris ce lundi 12 décembre une marche pacifique accompagnée d'une ville morte sur l'ensemble de ce territoire.



A travers cette action, la société civile protestait contre les dernières nominations des animateurs de la territoriale où aucun natif de Punia n'a été représenté.

Interdite par l'autorité locale, cette marche a été étouffée par les forces de l'ordre.

Dix-huit membres de cette synergie ont été interpellés par la Police nationale congolaise pour n'avoir pas respecté le mot d'ordre de l'autorité interdisant cette marche pour ce lundi 12 décembre.

« Ces gens ont informé l'autorité d'une marche pacifique. Au lieu de la marche, ils ont fait le contraire en appelant à la ville morte, qu'il n'y aura pas de marché, pas d'école. Nous

avons vu qu'ils commençaient ce matin à intoxiquer les populations, leur interdisant d'aller au marché. Nous avons mis la main sur eux », a déclaré le commandant du commissariat de la PNC/ Punia, le commissaire supérieur Jean-Pierre Bugurano Kanyala.

Il précise néanmoins que, quatorze personnes ont été relâchées et quatre autres dont le président de la société civile Nord Maniema restent en détention.

Plusieurs écoles de la place n'ont pas ouvert et les activités commerciales ont tourné au ralenti jusqu'à 11 heures.

## Sud-Kivu

## Le choléra fait 3 morts à la prison centrale de Kamituga

Plus de 10 cas de choléra dont 3 décès ont été enregistrés depuis le vendredi dernier dans la prison centrale de Kamituga en territoire de Mwenga au Sud-Kivu.

Selon Richard Ntege, directeur de cette maison carcérale, 2 détenus sont décédés samedi 10 décembre dernier à la prison et l'un de 10 autres prisonniers transférés à l'hôpital est décédé lundi 12 décembre dernier.

« Pour l'instant, nous avons déjà enregistré 3 décès au total. C'est depuis le vendredi de la semaine dernière que nous avons commencé à enregistrer des cas de choléra. Nous avons autorisé le transfert de 10 prévenus à l'hôpital, malheureusement un parmi eux est décédé aussi. A part le

problème des maladies, nous n'avons pas un autre problème », a-t-il expliqué à 7SUR7.CD ce mardi 13 décembre 2022.

décembre 2022.

Des sources médicales à Kamituga précisent que les détenus malades présentaient les signes de diarrhée aiguë avec une déshydratation sévère.

Par ailleurs, la société civile locale plaide pour une assistance en vivre et médicaments en faveur des détenus de cette maison carcérale.

Il sied de signaler que la prison centrale de Kamituga enregistre presque chaque année des cas de décès. Elle compte actuellement 88 détenus.

Déogratias Cubaka, à Bukavu.

## Nord-Kivu

## Treize otages s'échappent des ADF après plusieurs mois de captivité

Treize (13) otages se sont échappés des mains des rebelles d'Allied democratic forces (ADF) dans le groupement

Banande-Kainama en territoire de Beni (Nord-Kivu), le lundi 12 décembre 2022. Ces ex-otages sont arrivés à Kainama aux heures d'après-midi, apprend-on de la société civile.

Dans un entretien téléphonique à 7SUR7.CD, Jonas Kasumba Zawadi, président de cette structure citoyenne renseigne que la libération de ces ex-otages est consécutive à la pression exercée par la force conjointe FARDC-UPDF sur les assaillants dans la région.

« A Kainama, c'est la joie dans plusieurs familles. 13 personnes qui étaient prises en otages par les ADF il y a de cela plusieurs mois sont arrivés dans la région ce lundi. Parmi [ces ex-otages, Ndlr] figurent des femmes, hommes et enfants. Ils ont déclaré qu'ils se sont échappés des mains des assaillants suite aux bombardements des éléments de la force conjointe FARDC-UPDF », a-t-il déclaré.

Cet acteur de la société civile



renchérit que certains d'entre ces ex-otages ne sont pas en bonne santé après cette longue période de captivité.

Ce défenseur des droits humains qui relaie les propos de ces ex-otages indique que d'autres personnes seraient en brousse, car après le bombardement, c'était un sauve qui peut.

Il appelle cependant la population de Kainama et ses environs à collaborer avec les deux forces qui combattent l'ennemi, mais aussi à dénoncer tout cas suspect susceptible de troubler la quiétude dans la zone auprès de service compétent.

Il sied de rappeler que plus de 10 autres otages ont été relâchés dans le territoire d'Irumu en Ituri le week-end dernier. Dans le même territoire, la coalition FARDC-UPDF a annoncé avoir tué 30 rebelles ADF et récupéré plusieurs effets de guerre lors des offensives menées à Boga.

Bantou Kapanza Son, à Beni

**UNILU**

**Une thèse doctorale propose "des solutions" à la guerre dans l'Est**



Kadony Nguway qui a dirigé cette thèse doctorale a salué les innovations apportées par cette étude pour amener la paix à l'Est de la RDC en particulier et dans les pays voisins en général.

« Il faut aussi que les pays voisins entrent dans la phase de coopération entre les gouvernements et les forces qui sont en opposition. C'est-à-dire il faut un dialogue interrwandais. Cela n'a jamais eu lieu et quand on en parle, Kagame ne veut pas entendre cela. L'Ouganda a aussi les ADF qui sèment la terreur chez nous. Mais pourquoi ils ne veulent pas faire le dialogue pour qu'on mette fin à cette histoire et qu'on partage le pouvoir ? Il a proposé pour nous les congolais mais il faudra que les rwandais et ougandais puissent également aller vers les dialogues pour la paix », a-t-il insisté.

Une thèse sur le contrôle des armes légères et petits calibres pour une paix durable dans la région des grands lacs africains en général et orientale de la République démocratique du Congo a été soutenue à la faculté des Sciences sociales, politiques et administratives de l'Université de Lubumbashi, le lundi 12 décembre 2022.

A l'issu d'un échange houleux avec les membres du jury, le chef de travaux Lucien Sadiki a affirmé que les armes légères et petits calibres sont devenues un obstacle à la construction de la paix durable dans l'Est de la RDC où plusieurs rebelles font la loi. Il a souligné que la prolifération de ces armes continue d'alimenter les conflits, les violations des droits humains et le braconnage dans cette entité.

A en croire le CT 7SUR7.CD, Lucien Sadiki Nyembo, les autorités de la République démocratique du Congo doivent activer la diplomatie proactive, la mise en place des projets des grands travaux routiers de longue durée pour permettre aux jeunes qui entrent dans les groupes rebelles d'être occupés et avoir un travail durable qui leur permet de nouer les deux bouts de mois.

Interrogé par 7SUR7.CD, Lucien Sadiki Nyembo, nouveau docteur en Relations internationales à l'UNILU dit avoir dédié ce travail de longues haleines aux autorités congolaises avec une nouvelle approche théorique.

« J'ai mené plusieurs fois les recherches de terrains à l'Est de la RDC où j'ai amené les conclusions qui feront à ce que la guerre puisse prendre fin en République démocratique du Congo. J'ai conçu une approche théorique que j'ai dédiée au gouvernement parce que ma thèse de doctorat est dédiée au gouvernant parce qu'il lui revient de mettre en application ce que moi j'ai conçu », a-t-il déclaré.

De son côté, le professeur ordinaire

Le professeur Kadony Nguway a proposé aux autorités congolaises de mettre en place une nouvelle loi nationale qui interdit les importations des armes car, a-t-il poursuivi, les armes légères et petits calibres tuent plus que les bombes.

« Les propositions qu'il a faites est qu'on puisse adopter une loi nationale qui interdit les importations des armes. Si c'est fait, il sera difficile que les pays voisins puissent introduire ces armes chez nous. Deuxièmement, il faudra mettre sur pied un système de contrôle par drone. Il faudra qu'on puisse créer en RDC une force spéciale d'intervention suréquipée non seulement en armes mais aussi des appareils de télédétection », a-t-il proposé.

A la fin de cette thèse de 745 pages réparties en 6 chapitres portant sur : « le contrôle des armes légères et paix durable dans la région des grands lacs africains : une contribution aux théories de sécurité et les applications en RDC », Lucien Sadiki Nyembo a obtenu la mention grande distinction. Il a été ainsi proclamé docteur en Relations internationales par le professeur Jean-Marie Dikanga, secrétaire général académique de l'UNILU.

Patient Lukusa, à Lubumbashi

**Haut-Katanga**

**Accident de la circulation sur l'axe Lubumbashi-Likasi : 4 morts**

Au total, 4 personnes sont décédées dans un accident de circulation à la hauteur du village Kawama situé à une trentaine de kilomètres de la ville de Lubumbashi sur la route Likasi dans le Haut-Katanga, la matinée de ce lundi 12 décembre 2022.

D'après plusieurs témoins que 7SUR7.CD a interrogés, il s'agit d'un mini-bus de marque «Toyota Hiace» qui provenait de la ville de Likasi et percuté par un gros camion de marque «Howo».

A en croire les mêmes sources, les personnes décédées sont des travailleurs d'une entreprise minière locale. Leurs corps ont été

acheminés à la morgue de Tumbwe, reïnseignent-elles.

Ce bilan est confirmé par certaines autorités locales. Elles indiquent que des mesures sont déjà prises pour que les blessés et les morts puissent être récupérés par leurs familles.

Le jeudi 10 novembre dernier, un autre accident de circulation avait causé la mort à 20 personnes sur l'axe Lwambo et Likasi sur la même route. La société civile de Likasi avait encore condamné les gros camions «Howo» de certaines entreprises de la place qui sont souvent à la base de ces accidents routiers.

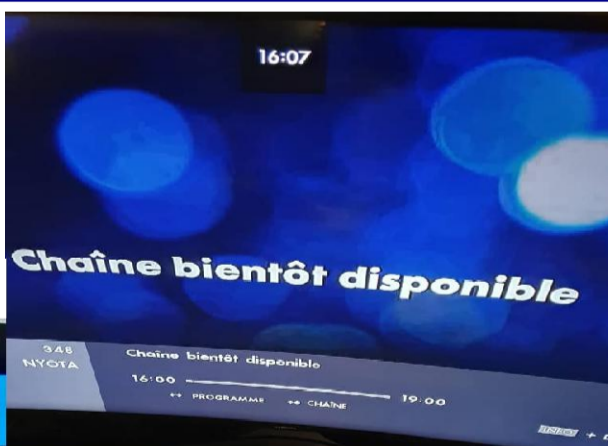
Patient Lukusa, à Lubumbashi



**Nyota TV sur Canal+**

**(Retrouvez-nous sur 356**

**Canal+ !)**



## Des journalistes à la solde de Kigali envoyés à Kishishe et Bambo

Kinshasa dénonce l'envoi par Kigali des journalistes à Kishishe et dans toute la zone pour recueillir des faux témoignages de la population meurtrie. Les professionnels des médias à la solde du Rwanda sont missionnés pour tronquer la réalité des faits. Un déni. La société civile locale prévient que les Rwandais ne sauront pas effacer les traces des massacres avec des récits trafiqués.

Kalachnikov sur le front, les habitants seront forcés de ne dire que la version qui leur sera dictée par les terroristes sanguinaires. A Kinshasa, c'est une levée des boucliers. La présence irrégulière et l'exercice professionnel illégal sur le sol congolais de prétendus journalistes et communicateurs du régime de Kigali est dénoncée. Dans un communiqué, le ministère de la Communication et



Patrick Muyaya, le ministre de la Communication et médias @Photo Droits tiers

médias indique que de Bunagana à Kishishe en passant par Bambo (chefferie de Bwito), Murimbi en groupement de Tongo et Rutshurucentre, les envoyés spéciaux des médias propagandistes du régime dictatorial de Paul Kagame ont été escortés par des services M23/RDF. **«Il attire l'attention de la communauté tant nationale qu'internationale sur une nouvelle campagne de mensonge du Rwanda pour tronquer les faits, promouvoir des faux témoignages**

**des autochtones et tordre le cou à la vérité à propos du massacre de Kishishe et autres par eux perpétrés à travers le territoire de Rutshuru, dans la province du Nord-Kivu».**

Sur un ton ferme, le gouvernement congolais qui alerte déjà la presse nationale et internationale, dit se réserver les droits d'user des moyens légaux contre tous ceux qui vont relayer cette campagne mensongère de Kigali sur base des faux témoignages des populations

prises en otage, conditionnées pour une mise en scène et menacées de mort.

Pour le porte-parole du gouvernement congolais, cette collaboration médiatique «*Rwando-M23*» est une preuve supplémentaire du soutien avéré et incontestable du pouvoir du président Paul Kagame aux terroristes qui sèment l'insécurité dans notre pays, **«tuent nos compatriotes et violent nos femmes et nos filles».**

A haute voix, Patrick Muyaya réitère la détermination du gouvernement à engager des poursuites judiciaires contre les responsables des crimes internationaux dont les massacres de Kishishe et Bambo pour réclamer justice et obtenir réparation. L'Exécutif national ne ménagera aucun effort, dit-il, pour le retour de la paix et de la sécurité dans cette partie du pays.

Richard Ntumba/  
ouragan.cd

## Nouvelle bataille diplomatique entre Tshisekedi et Kagame à Washington

Washington offre à Tshisekedi et Kagame, les deux pires ennemis de la région des Grands lacs, une tribune pour faire passer leurs messages. Le sommet Etats-Unis- Afrique qui s'ouvre ce mardi 13 décembre 2022 dans la capitale américaine, constitue pour chacun des deux protagonistes un cadre propice pour anéantir diplomatiquement son rival. Bien que le sommet convoqué par Joe Biden vise la promotion et le renforcement de la démocratie et de l'Etat de droit dans les pays africains, la question de l'agression de la RDC par le Rwanda va s'incliner aux débats. Qu'il pleuve, qu'il neige, Félix Tshisekedi en fait une priorité, a appris *Ouragan.cd* de son sérail. Il doit dénoncer



Félix Tshisekedi, le président de la RDC et Paul Kagame, le président du Rwanda @Photo Droits tiers

le soutien avéré du Rwanda aux terroristes du M23 qui pillent, violent et tuent les paisibles citoyens congolais.

Et la délégation congolaise est bien outillée. Avec le Livre Blanc, les participants seront informés du récent massacre de Kishishe où l'armée rwandaise avec ses supplétifs du M23 ont tué plus de 131 personnes, selon l'ONU. En plus de massacres de populations civiles, les experts de l'ONU avaient évoqué dans un rapport détaillé le soutien du Rwanda au M23.

D'autres passages de ce volumineux document confirment la présence des militaires de RDF aux côtés des terroristes du M23. Des éléments qui vont constituer l'argumentaire du président Félix Tshisekedi et plaideront probablement en sa faveur en dehors de l'hypocrisie diplomatique.

**Jusqu'à, aucune rencontre prévue entre les deux chefs de l'Etat**

Rien n'est programmé dans le sens d'une rencontre entre Paul Kagame et Félix Tshisekedi, comme c'était le cas en septembre dernier à

New York en marge de l'Assemblée générale de l'ONU sous l'initiative du président français, Emmanuel Macron. Mais certains experts internationaux soupçonnent la possibilité d'un tête-à-tête entre Tshisekedi et Kagame cette fois-ci, en présence de leurs homologues de la Communauté des États de l'Afrique de l'Est (EAC).

Sommet des opportunités

Le sommet de Washington devrait être une opportunité pour l'Afrique de sceller un nouveau politique basé sur des relations de confiance. C'est aussi l'occasion de renforcer les liens politiques, économiques et culturels entre les États-Unis et l'Afrique, et pourquoi pas de les éloigner des schémas néo-coloniaux en baptisant des relations de confiance entre les deux blocs. Le président américain, Joe Biden, annonce déjà son plaidoyer en faveur de l'intégration du continent noir au sein du G20 mais aussi pour une place au Conseil de sécurité de l'ONU.

Athanase Mwenge/  
ouragan.cd



# Ouverture du sommet États-Unis/Afrique en présence d'une cinquantaine de chefs d'État

Le sommet États-Unis-Afrique s'ouvre mardi 13 décembre à Washington, les dirigeants de 49 pays africains et de l'Union africaine étant conviés pendant trois jours dans la capitale américaine, pour parler sécurité, économie, santé ou encore changement climatique. Les États-Unis veulent réaffirmer leur intérêt pour le continent africain, après la présidence de Donald Trump.

Le président américain se livre à un exercice de rattrapage, estime une source ouest-africaine. Si chaque pays a ses propres attentes, indique cette même source, l'ensemble du continent se réjouit du retour de Washington. Pendant son mandat, le prédécesseur de Joe Biden, Donald Trump n'avait en effet jamais caché son désintérêt pour l'Afrique. Il s'agit du deuxième sommet après celui organisé par Barack Obama en 2014, rapporte notre envoyée spéciale à Washington, Magali Lagrange.

Les sujets de discussions de ces trois jours sont variés : lutte contre le terrorisme, contre le changement climatique, sécurité alimentaire, économie ou encore Agoa, du nom de l'accord visant à faciliter les exportations africaines vers les États-Unis, et qui est prolongé jusqu'en 2025.

Du côté américain, il y a une volonté de se rapprocher de l'Afrique, au moment où d'autres partenaires ont pris plus d'importance sur le continent, comme la Chine ou la Russie. Les États-Unis veulent aussi mettre l'accent sur l'importance des voix africaines sur la scène internationale.

## Un dialogue « ouvert » et « même avec ceux avec qui il y a des divergences »

Ayant invité 49 pays ainsi que l'Union africaine (UA), les États-Unis veulent un sommet « ouvert », « même avec ceux avec qui il y a des divergences », insiste la secrétaire d'État adjointe en charge de l'Afrique Molly Phee. Elle



ajoute que « cela reflète l'engagement du président et du secrétaire d'État américains à mener des discussions respectueuses ».

Un forum des affaires aura également lieu avant le point culminant de la réception à la Maison Blanche jeudi 15 décembre. Pour l'administration américaine, il s'agit avant tout de se rapprocher du continent. Le changement de ton se veut complet : dialogue, priorités et intérêts partagés sont les éléments de langage qui reviennent, selon notre correspondant à Washington, Guillaume Naudin.

## Un contexte géopolitique tendu

On y parlera sans doute du contexte géopolitique, même si l'administration Biden se garde bien de mettre ces préoccupations en avant. Elle s'inquiète de la présence militaire russe et de l'influence économique grandissante de la Chine sur le continent.

Les conflits et les points de tension ne manquent pas. En particulier au Sahel, où les États-Unis coopèrent militairement avec la France, notamment en fournissant du renseignement par leurs drones. Mais l'armée française a quitté le Mali, et sa présence au Burkina Faso est en question. Les États-Unis doivent donc s'adapter à un nouvel environnement.

« En août de cette année, les États-Unis ont émis une stratégie pour l'Afrique », explique

Paul-Simon Handy qui dirige le bureau de l'institut d'études et de sécurité à Addis-Abeba. « Un document innovant en ce sens que pour la première fois, on voit les États-Unis se projeter, définir des intérêts stratégiques en Afrique, développant une vision qui va au-delà des intérêts de stabilité à court terme, qui ont été finalement le crédo des États-Unis, comme de plusieurs pays occidentaux, européens en particulier, en Afrique. Stabilité à court terme qui a mené notamment à la durée de certains régimes autoritaires en Afrique avec les conséquences que l'on sait aujourd'hui. Donc, ils essaient aujourd'hui de définir leur propre vision stratégique, tout en restant un allié stratégique de la France ».

Joe Biden fera aussi un discours devant les milieux économiques et les dirigeants d'entreprises. De son côté, Jon Temin vice-président des programmes politiques au centre Truman pour la politique nationale, espère qu'il y aura aussi des messages sur ces sujets. « J'espère qu'il va vraiment insister sur la démocratie, les droits humains et la bonne gouvernance autant que les questions économiques et les intérêts du secteur privé. Je crois qu'il y a un fort intérêt à avoir davantage d'entreprises américaines qui investissent en Afrique, ce qui est mutuellement intéressant et les États-Unis sont derrière dans certains domaines de ce point de vue. »

## Washington annonce 55 milliards de dollars sur trois ans pour l'Afrique

Peu avant, le conseiller à la sécurité nationale du président américain Jake Sullivan a annoncé que les États-Unis « vont consacrer 55 milliards de dollars à l'Afrique sur trois ans ». Les fonds seraient consacrés à la santé et à la réponse au changement climatique, mais sans donner de détails sur leur provenance ou leur répartition.

Il a assuré que ces financements, et plus généralement l'engagement américain, ne seraient pas liés à l'attitude des pays africains face à la guerre en Ukraine, à l'heure où nombre d'entre eux refusent de condamner ouvertement la Russie.

Au sein de l'UA, une source salue la disponibilité de Washington sur ces thèmes, mais précise que la stratégie du continent consiste à diversifier ses partenaires internationaux, qu'il s'agisse des États-Unis, de la Chine ou de l'Union européenne. Elle précise que les partenariats se mesurent surtout à la réalisation des projets, au-delà des effets d'annonces.\*

## Le Burkina Faso, la Guinée, le Mali et le Soudan absents

Mais plusieurs pays du continent ne seront pas représentés à ce rendez-vous. Le Burkina Faso, la Guinée, le Mali et le Soudan n'ont pas reçu leur carton d'invitation pour le sommet de Washington. Ces quatre pays, qui ont connu des coups d'État, sont sous sanctions de l'Union africaine et les États-Unis disent s'être basés sur la ligne de l'UA. Le Tchad, en revanche, est convié puisqu'il n'est pas sous sanctions de l'organisation continentale. Deux autres membres de l'UA ne sont pas conviés, indiquent les États-Unis. L'Erythrée – avec qui Washington précise ne pas avoir de relations diplomatiques entières – et la République arabe sahraouie démocratique. Sous la présidence de Donald Trump, les États-Unis ont reconnu la « marocanité » du Sahara Occidental, une position ensuite confirmée par Joe Biden.

## Tchad

### Une dizaine de militaires arrêtés dont des officiers d'une unité d'élite



Un véhicule de l'armée tchadienne à Koundoul, à 25 km de Ndjamena. (Photo d'illustration). AFP --

Depuis trois jours, plusieurs soldats dont des officiers d'un corps d'élite ont été arrêtés par la Direction générale des renseignements militaires du Tchad. Alors que toutes sortes de rumeurs courent sur les raisons de ces interpellations à Ndjamena, les médias tchadiens évoquent « un complot » ou encore des rumeurs de coups d'État, mais les officiers, eux, gardent le silence.

Au total, entre quatre et une dizaine de soldats ont été arrêtés par la Direction générale des renseignements militaires depuis vendredi 9 décembre, selon les sources. Parmi eux, un officier supérieur du rang de colonel, des officiers subalternes, ainsi que des hommes de troupes.

Les arrestations se poursuivaient jusqu'à dimanche, selon l'une de ces sources. Tous appartiennent jusqu'ici au Pan Sahel Initiative (PSI), un groupement spécial anti-terroriste l'armée tchadienne formé par les Américains.

À part les militaires, seulement un civile a été arrêté : Baradine Berdei, un activiste des droits de l'Homme très critique

envers le pouvoir et qui a déjà été emprisonné à l'époque d'Idriss Déby père. Des proches assurent qu'il a été arrêté à son domicile à Ndjamena dans la nuit de samedi 10 décembre à dimanche 11 décembre, puis emmené lui aussi aux bureaux de la Direction générale des renseignements militaires, où il est détenu.

« Je lui ai parlé, il a été interrogé sur des soupçons de coup d'État lui aussi », nous a confié un membre de sa famille. Celui-ci qui estime que son arrestation est liée à celui de ces militaires, parmi lesquels il y aurait des proches.

Contactés par RFI, ni le ministre de la Défense nationale ni le porte-parole du gouvernement n'ont voulu s'exprimer sur cette affaire pour le moment. Mais pour un haut responsable tchadien, « à ce stade, il n'y a rien d'alarmant » : il donne pour preuve le départ lundi 12 décembre matin du président de transition pour Washington, où il va participer au sommet États-Unis-Afrique.

Les autorités promettent toutefois de s'exprimer officiellement le moment venu.

## Nigeria

### L'armée a commis "des assassinats ciblés d'enfants", selon l'agence Reuters

L'agence Reuters a publié lundi 12 décembre un nouveau volet de son enquête détaillant la violence extrême dont l'armée nigériane a fait preuve vis-à-vis des civils. Ces derniers sont victimes collatérales de sa lutte contre le groupe terroriste Boko Haram, dans le nord-est du Nigeria.

Après avoir révélé la semaine dernière l'existence d'un programme visant à mettre fin aux grossesses d'anciennes captives des jihadistes, l'agence de presse Reuters raconte en longueur comment les militaires ont régulièrement massacré des enfants et des adolescents soupçonnés de complicité avec l'ennemi ou nés des viols commis par les hommes de Boko Haram.

Cette fois, pas d'opération minutieusement organisée, mais « un massacre itinérant » qui aurait fait « des milliers » de très jeunes victimes dans les villages du nord-est du Nigeria, selon Reuters.

Au total, quinze personnels des forces de sécurité – qu'ils soient soldats, membres des milices d'auto-défense ou gardes armés – ont témoigné d'« assassinats ciblés d'enfants » auxquels ils ont parfois participé directement. Il s'agissait à la fois « d'éliminer les extrémistes, mais aussi de mettre fin à la vie des enfants » nés de viols commis par les insurgés, selon Reuters.

Ces massacres de civils ont eu lieu dans des communautés isolées du nord-est du Nigeria, dans lesquelles les jeunes garçons étaient soupçonnés d'être des informateurs ou d'avoir été endoctrinés par les jihadistes.

### De nombreux enfants assassinés pendant des heures après le passage de jihadistes

L'agence de presse détaille une série d'événements sanglants, notamment « un massacre près d'un point d'eau », survenu en juillet 2020, aux abords du village de

Kukawa, et au cours duquel au moins dix jeunes auraient été abattus par des hommes en uniforme de l'armée. Selon plusieurs témoins, les petites victimes ont ensuite été enterrées dans une fosse commune, aux côtés d'autres civils – hommes et femmes – fusillés à leurs côtés.

En 2018, « plus de 40 enfants » auraient été assassinés au cours d'une opération militaire qui a duré « du matin jusqu'à minuit » dans la ville de Gasarwa. Les jihadistes avaient traversé celle-ci auparavant.

Par ailleurs, d'anciennes captives de Boko Haram, libérées par l'armée, ont af-



firmé que leurs enfants avaient ensuite été tués par injections létales au sein du centre de détention militaire de Giwa Barracks, à Maiduguri.

Une fois de plus, les responsables de l'armée nient en bloc. Ils assurent que « la protection des non-combattants constitue une de [leurs] priorités » au point de « refuser certaines frappes » pour éviter tout dommage collatéral.

# Les derniers hommages de la ministre de la Culture à l'artiste Tshala Mwana

La ministre de la Culture, arts et patrimoines, Cathérine Kathungu a rendu ses derniers hommages à l'artiste Tshala Mwana, en évoquant dix (10) faits et qualités culturelles de cette icône de la musique congolaise. « Je regrette le décès de Tshala Mwana samedi 10 décembre dernier, alors que la Rumba va célébrer ce mercredi 14 décembre 2022, sa première année comme Patrimoine Culturel Immatériel Universel.

C'est un anniversaire auquel Tshala Mwana devrait représenter l'image de la Femme qui a pérennisé le rythme traditionnel Congolais sur une musique moderne », a-t-elle déploré.

Elle a dit retenir dix faits et qualités ayant marqué le parcours de l'artiste. « Elisabeth Tshala Mwana est l'image d'une modeste danseuse des années 70-80, devenue chanteuse internationale, compositrice et cheffe d'une industrie musicale pendant près de quarante ans », a-t-elle dit.

D'après la ministre, Tshala Mwana est une artiste chanceuse qui a été propulsée par l'un des plus grands héros de la Rumba Congolaise, M. Henri Bowane, parmi les précurseurs de la Rumba avec Wendo.

Et depuis les années 80, elle a été formée, forgée, modelée par le Maestro Souzy Kaseya. Elle est passée par deux grandes écoles de la Rumba, a-t-elle poursuivi en témoignage.

Et d'ajouter que : « Tshala Mwana est parmi les deux ou trois artistes femmes de la RDC avec Abeti Masikini et Mbiliala Bel qui ont amené la voix féminine de la Rumba au plus haut



niveau africain. Elle a chanté sur la même scène avec Myriam Makeba (RSA), Angelique Kidjo (Benin), Nayanka Bell (Côte d'Ivoire), Patience Dabany (Gabon) et tant d'autre au niveau international ».

Pour elle, « Mamu nationale » comme aimaient l'appeler certains de ses fans, a introduit les brasses, Saxophones et autres instruments à vent Cubains, dans la musique traditionnelle du Kasai pour sortir un genre particulier.

**La Rumba traditionnelle aux arrangements internationaux c'est aussi elle**

« La reine de Mutuashi était une bête de scène polyvalente et polyglotte. Elle savait passer de la danse au chant. Elle chantait en Tshiluba,

en Kiswahili, en Lingala, en Français et elle était également productrice », a encore renchérit Catherine Kathungu. La ministre de la Culture a souligné, à cette occasion, que Tshala Mwana a choisi des thèmes non seulement d'amour mais variés dans sa musique.

Elle savait décrire et présenter la vie dans toutes les facettes, a-t-elle témoigné. Les plus grands titres de Tshala Mwana que la ministre a retenu sont notamment « Kalume en Tshiluba contre les gigolos, Karibu yangu en Kiswahili sur la dot contre les fiançailles des rues, ou encore les Hommes sont des menteurs ».

Tshala Mwana a écrit un texte sur les préjugés des célibataires Nasi nabali, elle présentait avec fierté une femme, le jour de son mariage, a-t-

elle souligné. La ministre Kathungu Furaha reconnaît en Tshala Mwana une protectrice des langues maternelles congolaises.

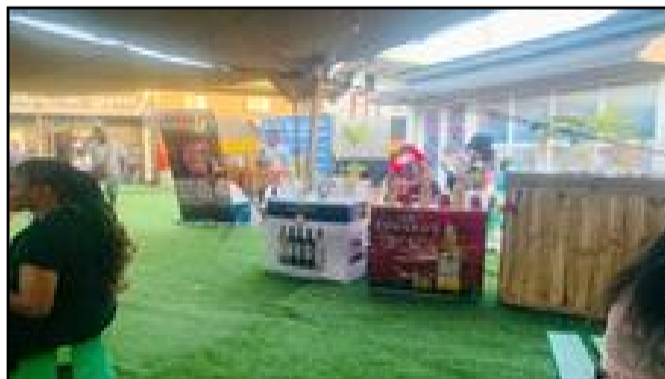
Le ministère de la Culture qui compte créer une académie pour l'apprentissage, la promotion et la protection des langues nationales selon l'alinéa 338 de l'axe 62 du 15<sup>ème</sup> pilier du gouvernement, trouve un exemple frappant dans la vie artistique de Tshala Mwana. « Tshala Mwana est une activiste des droits de la femme. En 1997 elle a créé sa Fondation le Regroupement des Femmes Congolaises (REFECO) afin d'accompagner les décideurs du pays », a-t-elle révélé.

« Elle fut une activiste politique et patriote qui n'a pas manqué une seule occasion pour défendre le pays contre les agressions et contre les injustices, même entre artistes », a-t-elle loué. Par ailleurs, la ministre Kathungu a témoigné son regret suite à la mort de cette icône de la musique Congolaise avec laquelle elle avait rendez-vous pour lancer une chanson patriotique sur la culture éthique nationale.

« L'artiste ne meurt jamais et Tshala Mwana est un patrimoine humain Intemporel », a-t-elle dit.

ACP

## Deux week-ends culinaires à Kinshasa axés sur une alimentation saine



L'Asbl « Congolicious Foundation » a ouvert ses portes vendredi, dernier à l'espace Wilfit au quartier GB à Ngaliema, pour la 2<sup>ème</sup> édition du festival Congo Food, prévu pour deux semaines sous le thème « Comment manger sainement en RDC ».

« Cette thématique exploitée est un canal propice pour sensibiliser les participants à l'importance de l'alimentation saine et équilibrée, afin d'éviter la malnutrition.

Comment on doit gérer son régime alimentaire tout en respectant les heures correctes pour manger et surtout privilégier le made in Congo, en mangeant des aliments bio des producteurs congolais », a déclaré le chargé de relations publiques de l'événement, M. Rui Rodriguez.

Il a également précisé, que ce festival est un événement culinaire contre la faim qui s'organise durant deux week-ends, qui se veut être le rendez-vous incontournable philanthrope ouvrant à la population un nouvel accès à la culture congolaise, plus précisément dans le secteur culinaire, tout en faisant rayonner leur dynamisme dans l'optique de faire changer les choses pour le bien-être de tous.

Signalons que cet événement met en lumière l'importance de la solidarité et de l'amélioration socioéconomique et nutritionnelle des congolais pour un Congo meilleur, avec un regard tourné vers la lutte contre la faim ainsi que la promotion de la scène culinaire congolaise tout en mettant en avant ses acteurs.

Il veut également valoriser le made in Congo par une vitrine d'exposition et des ventes aux artisans et producteurs alimentaires congolais.

**Un festival Riche en activités pour la promotion de la cuisine congolaise**

Par ailleurs, tout au long du festival, de nombreuses activités riches et intéressantes seront organisées, notamment de restaurants éphémères installés sur le site dudit festival, le marché gastronomique, les conférences, des cours de cuisine, Live cooking, Blind taste, exposition des artisans sur la scène Makussa ainsi qu'une série d'activités autour de la thématique culinaire. Il a rappelé que ce festival va se tenir vendredi, samedi et dimanche en suite le deuxième week-end du 16 au 18 décembre prochain.

Pour rappel, depuis son lancement en 2020, le Festival Congo Week a toujours privilégié l'aspect caritatif en reversant les bénéfices du festival pour le bien-être des enfants désœuvrés.

Ainsi, le festival entend accueillir la crème des restaurateurs de la ville de Kinshasa, artisans et producteurs alimentaires congolais ainsi que les amoureux de la gastronomie congolaise.

Signalons, pour leur part, la fondation « Bana Zola » promet son soutien dans l'Est du pays. Cette structure apportera son soutien à la population de l'Est, tout en se connectant aux ONG œuvrant dans cette partie du pays.

Tous les profits générés au cours dudit festival seront réservés à la « Foundation Bana Zola » qui œuvre pour la lutte contre la malnutrition.

« C'est important de véhiculer auprès des congolais le message d'avoir une alimentation saine et variée », a déclaré le président de Bana, Zola M. Distel Zola.

## La 5ème édition du festival Yambi City axée sur " La résonance "

La structure « Afrika Diva » a lancé samedi, à l'Institut français de Kinshasa, la 5<sup>ème</sup> édition du festival « Yambi City » sous le thème « la résonance ».

« Pour cette 5<sup>ème</sup> année, le festival Yambi City va exploiter ce nouveau thème la Résonance », a déclaré l'initiatrice du festival Orakle Ngoy, au cours de la cérémonie d'ouverture qui a été marquée par un point de presse.

Pour sa part, l'artiste Aisha Menda du groupe « Le fou de l'Afrique » a précisé que cette édition promeut les valeurs culturelles de l'Afrique en générale et de la RDC en particulier. « Je suis là, pour donner mon message que cette 5<sup>ème</sup> édition du festival a pour objectif de promouvoir l'Afrique en général et la RDC en particulier en présentant ses différents talents.

Notre mission est de promouvoir nos œuvres culturelles », a-t-il dit. De son côté, l'artiste visuelle féministe originaire de la Suisse, Magalie Dougoud a expliqué que son exposition au cours de ce festival sera lié à la problématique de l'eau qui a un lien avec les femmes.

« J'ai fait tout un projet en rapport avec ma tournée pendant trois mois au Congo où je m'étais intéressée à la RDC comme un endroit où le grand nombre des ressources se trouve dans ses eaux notamment le fleuve « Congo », la rivière « Kwilu » et autres » a-t-elle révélé.

« Durant mes études, j'ai constaté que les femmes réalisent des tâches dans ces endroits et cette situation devient politique ainsi que écologique.

On remarque des eaux sont polluées en partie, de l'extraction minière vu que il n'y a pas un centre de récupération des déchets sur les eaux. Avec cette problématique, dans les années qui viennent on risque de



connaître un problème dans ces cours d'eau », a-t-elle poursuivi.

Cette 5<sup>ème</sup> édition du festival « Yambi City » va se dérouler du 12 au 17 décembre dans la grande halle avec d'autres activités, notamment un Café littéraire avec l'écrivaine Missy Bangala au tour d'un débat sur : « La condition et la place de la femme dans le monde », au sein de la médiathèque de l'IFK, le vernissage et exposition de l'artiste visuelle Magalie Dougoud et Dina Ekanga avec des œuvres conçues à partir des clous portant sur « La problématique de l'eau potable en RDC ».

Pour cette édition, la cérémonie de clôture est prévue le vendredi 16 décembre, à la grande halle de la Gombe en présence de tous les artistes nationaux et d'ailleurs ayant pris part à cet événement.

La 4<sup>ème</sup> édition du festival « Yambi City » s'est tenue du 7 au 10 décembre 2021 axée sur la promotion des artistes féminins avec comme thème « Stand up », dans différents sites de la capitale, en proposant des réflexions sur la profession des artistes féminines de « Gueto ».

Certains artistes avaient bénéficié, à cet effet, des enregistrements vidéos et sonores de leurs œuvres qui ont été ensuite vendus à travers le monde.

ACP

## Coupe de la Confédération : LE TPM fixé

### La qualification passera par la Tanzanie, la Tunisie et le Mali



Le tirage au sort de la phase de groupes de la Coupe de la Confédération a eu lieu, ce lundi 12 décembre à midi, dans la capitale égyptienne, le Caire. Les Corbeaux sont logés dans le groupe D.

Lors du tirage au sort de la phase de groupes, l'équipe de Pamphile MIHAYO a hérité des Tunisiens de l'US Monastirienne, des Tanzaniens de Young Africans et de l'équipe malienne du Real de Bamako dans le groupe D.

Pour rappel, grâce au meilleur coefficient CAF parmi les 16 clubs qualifiés, le TPM était de tête de série.

#### LE CALENDRIER DES AFFICHES :

**1<sup>ère</sup> journée - 12 février 2023** : TP Mazembe – AS Real de Bamako  
**2<sup>ème</sup> journée - 16 février 2023** : Young Africans – TP Mazembe  
**3<sup>ème</sup> journée - 26 février 2023** : TP Mazembe – US Monastirienne  
**4<sup>ème</sup> journée - 8 mars 2023** : US Monastirienne – TP Mazembe  
**5<sup>ème</sup> journée - 19 mars 2023** : AS Real de Bamako – TP Mazembe  
**6<sup>ème</sup> journée - 2 avril 2023** : TP Mazembe – Young Africans

## Coupe de la Confédération

### L'Afrique du Sud, l'Algérie et la Libye pour Lupopo

Le tirage au sort de la phase de groupes de la Coupe de la Confédération se tenait au Caire ce lundi. Pour son retour en Afrique après sept ans d'absence, Lupopo est logé dans un groupe hostile avec l'USM Alger, Al Akhder de la Libye et Marumo Gallants de l'Afrique du Sud.

Le premier est finaliste de la Ligue des Champions en 2015 face à Mazembe, le dernier est le tombeur de Mazembe dans la même compétition il y a une année. Seuls les Libyens sont novices à ce niveau de compétition. Trois voyages de hate facture pour les hommes de Magasuba.

Groupe A  
 FC St Eloi Lupopo (RDC)  
 Al Akhder (Libye)  
 Marumo Gallants (RSA)  
 USM Alger (Algérie)

FootRDC



## Qatar 2022

### Invité par la FIFA, Robert Kidiaba est dans les airs pour le Qatar



Robert Kidiaba Muteba

Le gardien légendaire rd-congolais, Robert Kidiaba Muteba est dans les airs pour

le Qatar afin d'assister au dernier carré de la Coupe du monde 2022.

C'est dans la journée de ce mardi 13 décembre 2022 que Robert a rendu public cette nouvelle. C'est sur invitation de la Fédération internationale de football association (FIFA) que ce portier va fouler le sol qatari et y rester pour près de deux semaines.

Ce grand gardien qui a impacté plusieurs portiers dans le monde notamment avec sa fameuse danse « Le Kidiabuke », va représenter la République démocratique du Congo au sacre de l'équipe championne du mondial 2022 le 18 décembre 2022. Sur son compte Twitter, l'entraîneur des gardiens au sein du TP Mazembe et à l'équipe nationale de la Rd-Congo, s'est réjoui d'avoir été invité par la FIFA.

Etienne Kambala  
 Events RDC

## Mondial 2022

### Pont aérien Maroc - Qatar : 30 avions pour les fans



**Du jamais vu. La compagnie nationale Royal Air Maroc (RAM) a décidé d'opérer près de 30 vols spéciaux entre Casablanca et Doha mardi et mercredi 14 décembre 2022 afin d'acheminer les supporters marocains pour la demi-finale du Mondial contre la France.**

«Pour permettre aux nombreux Marocains désireux de soutenir la sélection nationale dans son épopée et de vivre l'émotion de la demi-finale de la Coupe du monde (...), Royal Air Maroc a mis en place un véritable pont aérien entre Casablanca et Doha», indique un communiqué de la RAM publié lundi 12 décembre.

«A une qualification historique, un dispositif historique», vante la compagnie aérienne : ce sont près

de 30 vols qui seront assurés par des «avions gros porteurs» à la veille et le jour du match entre l'aéroport Mohammed V de Casablanca, la ville la plus peuplée du royaume, et Doha.

En espérant que tous les fans pourront embarquer, après quelques couacs à l'aéroport de Casablanca avant le quart de finale samedi contre le Portugal, selon des témoignages d'internautes.

A Doha, Walid Regragui, le sélectionneur du Maroc, a rendu hommage à plusieurs reprises aux supporters marocains, «le 12<sup>e</sup> homme de l'équipe».

«La sélection doit rassembler tous les Marocains. A un moment, on était divisé. Si on a pu rassembler notre peuple autour du foot, c'est bien», a-t-il notamment déclaré.

AFP

## Mondial 2022

### L'Argentine bat la Croatie et passe en finale

Dans la première demi-finale, l'Argentine n'a pas fait de détail contre la Croatie (3-0), mardi 13 décembre. Le rêve est en marche pour «l'Albiceleste» de Lionel Messi, qui affrontera en finale le vainqueur de France-Maroc.

Grâce à un duo Messi-Alvarez incroyable, l'Albiceleste peut prétendre à une troisième étoile après les victoires en 1978 et 1986. Leur

qualification est largement méritée, tant les Argentins ont dominé ce match à sens unique dès l'ouverture du score à la demi-heure de jeu. Les Argentins continuent à faire le spectacle et à avancer vers le but, même si leur place en finale est assurée.

C'est l'une des séquences fortes de cette demi-finale : au moment du penalty de Messi, Martinez a préféré tourner le dos à l'action pour ne le voir tirer.

**Affaire Katumbi vs Beveraggi**

# Le juge Batubenga démissionne !

**Pressé comme un citron par Me Peter Kazadi, Laurent Batubenga, président du tribunal de commerce de Kolwezi a fini par craquer. N'en pouvant plus de subir les diktats et autres menaces de la part de son bourreau, le juge a préféré déposer sa démission car il craint pour sa sécurité et celle de sa famille.**

L'affaire Moïse Katumbi contre Pascal Beveraggi ressemble désormais à une série télévisée. Chaque nouvel épisode apporte des éléments qui confirment la mainmise de la politique dans l'administration de la justice. Dans le cas d'espèce, il s'agit de l'implication, tête baissée, d'un proche du Chef de l'Etat, dans

le dossier Astalia investment Ltd, appartenant à Moïse Katumbi, contre les sociétés Octavia Ltd et Nb mining Africa de Pascal Beveraggi. Avocat de son état et député provincial élu de Kinshasa sur la liste Udps, Peter Kazadi n'avait pas cessé depuis plusieurs mois de mettre la pression sur le président du tribunal de commerce de Kolwezi aux fins de rouvrir le dossier déjà clos par un jugement. Face à la résistance du magistrat assermenté, le maître chanteur a recouru à l'argument massue, selon lequel il n'agissait pas pour son compte personnel mais dans l'intérêt du pouvoir en place. « Peter Kazadi voudrait que je m'implique en tant que chef de ju-

ridiction pour aider à priver, selon ses termes, un adversaire politique de ressources financières qui lui donneraient les moyens de combattre le régime lors de prochaines échéances électorales », écrit Laurent Batubenga dans sa lettre de démission adressée au Chef de l'Etat. Et d'ajouter : « dans les mêmes circonstances de temps, je viens de recevoir ce jeudi 8 décembre 2022 une invitation de M. le conseiller spécial en matière de sécurité a.i pour me présenter à une séance de travail à son office ce mardi 13 décembre 2022 ». Coïncidence ? Difficile à dire pour le moment. La suite des événements éclairera l'opinion publique. Par ailleurs, saisis-

sant l'occasion lui offerte par la démission du juge Batubenga et l'invitation de ce dernier par le conseiller spécial en matière de sécurité, Jean-Claude Katende, président de l'Asadho, a rappelé au Chef de l'Etat sa promesse de sanctionner toute personne de son entourage qui userait de trafic d'influence pour instrumentaliser la justice. Fatshi est donc pris au mot. L'on attend sa réaction. Car, Me Peter Kazadi a beau se rebiffer et nier tout en bloc, les faits, dit-on, sont têtus ; le temps ni les circonstances ne peuvent les altérer indéfiniment.

LR

## Voitures diplomatiques de luxe : un contrat à 15 millions de dollars octroyé à une société du frère du ministre Kazadi

**Le ministre congolais des Affaires étrangères a conclu en décembre 2021 un contrat pour la livraison de 167 véhicules à plusieurs ambassades du pays. Confié à la société Sada Motors, dont le frère du ministre des finances est actionnaire minoritaire, ce marché peine à être exécuté. La diplomatie est aussi une affaire de style et d'apparat.**

C'est ainsi que la RDC a passé commande pour des voitures de luxe destinées à certaines de ses ambassades, pour plus de 15 millions de dollars. Un marché de gré à gré octroyé fin 2021 par le ministre des affaires étrangères, Christophe Lutundula Apala, à une société dont l'un des deux actionnaires n'est autre que le frère de son homologue des finances, Nicolas Kazadi. L'IGF enquête L'Inspection générale des finances (IGF), dirigée par Jules Alingete Key, s'est plongée ces dernières semaines dans les arcanes de ce dossier impliquant des personnalités de premier plan du gouvernement. L'entreprise en question, Sada Motors (Société africaine de distribution automobile), était censée livrer 167 véhicules haut de gamme dans les représentations diplomatiques congolaises à travers le monde. Sur la liste consultée par Africa Intelligence figurent sept BMW X7 (prix unitaire facturé : 111 384 dollars), 32 Mercedes-Benz Classe E 300

(100 578 dollars), 18 Toyota Land Cruiser 300 (116 000 dollars) ou encore deux Nissan Patrol VB

Au total, la facture pour le contribuable congolais s'élève à 15,5 millions de dollars, dont 1,4 million pour les frais de transport et de transit. 10 millions de dollars déjà déboursés Bien connu dans le secteur de la distribution automobile, Sada Motors a été fondé par le député et homme d'affaires du Congo Brazzaville Alexis Ndinga (AI du 17/08/21). Ce proche du président Denis Sassou Nguesso détient 70 % des parts de la filiale du groupe à Kinshasa, le reste du capital étant contrôlé par son directeur général, Jacky Kazadi Nduba. Frère de l'influent ministre des finances, Nicolas Kazadi, il détient plusieurs autres sociétés constituées en RDC (Enerkam, Socimat Motors, Kadland Capital Holdings) et a été au capital d'une entité domiciliée en Afrique du Sud (Liyongi Trading). Depuis sa signature le 20 décembre 2021, ce contrat a fait l'objet de quatre décaissements successifs par le ministère des finances. Les trois premiers ont été virés par le Trésor public pour un total de 7,3 millions de dollars, tandis que le quatrième a été effectué en mars par le Bureau central de coordination (BCECO, un bureau du ministère) pour 3 millions de dollars, sur instructions de la vice-ministre des finances O'Neige N'Sele Mimpa. Se-

lon le décompte de l'IGF, Sada Motors a ainsi reçu, en l'espace d'une année, plus de 10 millions de dollars, soit près des deux tiers du coût total du marché. Quatre ambassades livrées Malgré la diligence - peu commune - des autorités à régler la facture, le distributeur automobile a, semble-t-il, eu des difficultés à livrer les voitures dans les différentes ambassades. Faute de preuves de leur livraison, les enquêteurs de l'IGF se sont lancés dans un fastidieux exercice consistant à contacter une à une les 36 ambassades concernées. La moitié d'entre elles a répondu, et seulement quatre ont confirmé avoir reçu les véhicules. Les ambassades de RDC à Washington, Pékin, Madrid et Abidjan ont bel et bien réceptionné les fastueuses automobiles. Les représentations diplomatiques congolaises à Nairobi, Kampala, Buenos Aires ou encore Bruxelles n'ont pas donné suite aux sollicitations de l'IGF. L'ambassade de Paris n'a, elle non plus, pas répondu. Pour cette dernière, le transport de luxe n'est pas vraiment une priorité. Dans la bâtisse dégradée du cours Albert-I, en bord de Seine, les fonctionnaires congolais souffrent du froid en hiver, d'un toit en décrépidité et d'un système de chauffage défaillant. Les ambassades de Tunis, Luanda, Libreville, New Delhi, de même que La Havane, n'ont, quant à elles, pas reçu les voitures de Sada

Motors. En violation de la loi Sauf que le contrat conclu entre les deux parties prévoyait un délai d'exécution de six mois à compter de la date de signature. Une échéance largement dépassée. Dans son rapport à ce sujet, l'IGF note également que le marché a été accordé en violation du cadre législatif congolais. Et de rappeler que les exceptions prévues par la loi de régulation des marchés publics pour le gré à gré n'étaient pas applicables en l'espèce. Autre irrégularité soulevée par les enquêteurs : « L'absence de la lettre de crédit confirmée et irrévocable ouverte au compte de Sada Motors dans une banque commerciale. » Malgré ces difficultés à exécuter le contrat, le gouvernement congolais a conclu un avenant avec Sada Motors pour la livraison de véhicules dans ses ambassades aux Emirats arabes unis, au Qatar et au Botswana. Un versement supplémentaire de 2,6 millions de dollars a ainsi été effectué le 18 novembre en faveur du distributeur automobile. Selon une source proche de l'IGF, les services de Jules Alingete ont tenté de bloquer ce virement sur un compte de la FBNBank DRC, avant de céder face à la pression de responsables politiques. Contactés par Africa Intelligence, les ministres Christophe Lutundula Apala et Nicolas Kazadi, de même que le frère de ce dernier, n'ont pas donné suite à nos sollicitations.

Africa Intelligence